

# L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses

N°215 du Jeudi 7 Septembre 2023

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail: lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Eliminatoires Can de football Côte d'Ivoire 2023


## Ou ça passe, ou ça casse pour les Diables- Rouges

 (P.11)

### Gabon

## Le nouvel homme fort a prêté serment et a pris ses fonctions à la tête de la transition

Le général Oligui Nguema, Président de la transition gabonaise

 (P.3)



### Sommet africain pour le climat

## Les dirigeants appellent à intensifier l'action climatique du continent (P.3)

MINISTÈRE DU COMMERCE, DES APPROVISIONNEMENTS ET DE LA CONSOMMATION



**UA-2023 : ACCÉLÉRATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA ZLECAF**

Plus que **6 ans** et quelques mois avant l'ouverture des frontières.  
Tous les opérateurs économiques, doivent dès à présent adapter leurs modèles économiques avant l'ouverture des frontières.  
L'Afrique ne sera plus qu'un seul espace économique.

«L'étrange destin de Wangrin»,  
d'Amadou Hampaté Bâ

## Un roman prophétique pour comprendre les enjeux du moment sur le continent

 (P.8)



05 628 4245 / 05 543 12 06 /  
05 928 4245  
contact@hotelsaphirbrazza.com  
reservation@hotelsaphirbrazza.com

## Hotel Saphir

**CANAL+**

**C'EST LA RENTREE DES DECOUVERTES**

POUR TOUT REABONNEMENT,  
**15 JOURS OFFERTS\***  
A TOUT CANAL+



Nathan +

RD Congo

# L'annulation du sommet trilatéral des bassins forestiers donne la chance à Brazzaville

**Le Président de la RD Congo, Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo, avait prévu de réunir à Kinshasa, le vendredi 25 août 2023, ses homologues brésilien, Lula Da Silva, et indonésien, Joko Widodo, pour le premier sommet des pays des trois principaux bassins forestiers tropicaux du monde, à savoir l'Amazonie, le Congo et le Bornéo-Mékong. Ce sommet devrait faire suite à «l'alliance trilatérale pour la coopération sur les forêts tropicales et l'action climatique», créée en novembre 2022, en marge de la Cop-27 tenue à Charm el-Cheikh, en Egypte. Il a été finalement annulé, en raison des calendriers trop chargés des Chefs d'Etat du Brésil et de l'Indonésie.**

Les trois Chefs d'Etat ont prévu finalement de se rencontrer à d'autres occasions, notamment à Brazzaville, en octobre prochain, lors du sommet sur les trois bassins forestiers tropicaux du monde et de la Cop 28 qui se déroulera du 30 novembre au 12 décembre 2023, à Dubaï, aux Émirats Arabes Unis. Il est clair que l'annulation du sommet trilatéral de Kinshasa a donné plus de chance de réussite au rendez-vous de Brazzaville, étant donné le rapprochement des agendas. Il n'était pas évident de voir les Présidents brésilien et indonésien venir en Afrique centrale à deux reprises en moins de deux mois.

Prévu du jeudi 26 au samedi 28 octobre 2023, à Brazzaville, le sommet des trois plus grands bassins forestiers tropicaux du monde se tiendra pratiquement un mois avant la Cop 28 de Dubaï. Ce qui en fait un rendez-vous stratégique pour les pays concernés, qui ont là l'occasion de peaufiner la stratégie à déployer à la Cop 28.



Les Présidents Tshisekedi et Lula Da Silva ne se verront plus qu'à Brazzaville.

Pour le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, Président de la Commission climat du Bassin du Congo, le principal objectif du sommet de Brazzaville est de «créer une organisation solide et crédible des trois bassins forestiers tropicaux». «Une organisation pérenne qui jouera un rôle déterminant dans la préparation des grandes échéances internationales sur le climat. Elle nous permettra de mieux défendre les intérêts de nos trois bassins et de valoriser

leur potentiel». C'est ce qu'il a affirmé début août dernier à Belém, au Brésil, où il était invité au sommet de l'Amazonie tenu du 8 au 9 août dernier. Selon l'A.t.i.b.t (Association technique internationale des bois tropicaux), «ce sommet pour la préservation et la restauration des trois poumons verts de la planète repose sur les trois objectifs suivants: - promouvoir la coopération scientifique et technique, renforcer les capacités et accroître l'influence dans les forums multilatéraux en faveur



Les Chefs d'Etat lors du sommet de 2011 à Brazzaville.

de la défense de l'environnement;

- établir une gouvernance mondiale efficace pour gérer les défis environnementaux et climatiques à l'échelle planétaire;

- élaborer une stratégie commune visant à stimuler les projets d'investissement pour lutter contre le changement climatique et préserver la biodiversité.

Il s'organisera autour de trois sessions: une session technique, le 26 octobre; une session ministérielle, le 27 octobre, et une session de haut-niveau le 28 octobre. La question de la gouvernance régionale et mondiale, les plans d'investissement intégrés, les mécanismes financiers, le marché du carbone et la coopération scientifique constitueront les principaux axes de réflexion.

Enfin, ce sommet est le deuxième que Brazzaville va abriter. Le premier eut lieu du

31 mai au 3 juin 2011 et avait abouti à ce qui est appelé la «déclaration de Brazzaville» sur 13 points, dans laquelle les pays «conviennent de poursuivre les consultations étroites et de mettre en avant leur intérêt commun dans le cadre de différents forums multilatéraux», «d'adopter des mesures concrètes pour promouvoir le dialogue et la coopération entre leurs pays» et «reconnaissent la nécessité de mettre en place une plate-forme de promotion de la coopération entre les pays des trois bassins forestiers». Malheureusement, la déclaration de Brazzaville tombera dans les oubliettes sans indigner ses auteurs. Avec le prochain sommet, c'est la deuxième chance pour concrétiser le combat sur la préservation des poumons forestiers tropicaux de la planète, en cherchant à obtenir les contre-parties que le monde leur promet.

Jean-Claire DIATOU

**L'HORIZON AFRICAIN**

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76  
E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /  
Site Internet: www.lhorizonafricain.com  
Sous l'immatriculation  
108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim :

Hervé EKIRONO

Rédacteur en Chef :

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Secrétaire de rédaction : Clotaire DIABOUA

Siège de la Rédaction : Hôtel Saphir (Brazzaville)

Chef Bureau Pointe-Noire :

Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71

Mise en pages : Tornade

**NEW LOOK**

**CERTIFIER ISO 22000**

**VOTRE SANTÉ, NOTRE PRIORITÉ !**

30-01 / 04 498 12 84 contact@globaline.net www.globaline.net

**NEW LOOK**

**CERTIFIER ISO 22000**

**VOTRE SANTÉ, NOTRE PRIORITÉ !**

30-01 / 04 498 12 84 contact@globaline.net www.globaline.net

Gabon

# Le nouvel homme fort a prêté serment et a pris ses fonctions à la tête de la transition

Il n'est pas là pour perdre du temps. Après s'être emparé du pouvoir par une sorte de révolution de palais, mercredi 30 août 2023, le général Brice Clotaire Oligui Nguema (49 ans) a prêté serment, lundi 4 septembre, devant la Cour constitutionnelle. «Je jure devant Dieu et le peuple gabonais de préserver en toute fidélité le régime républicain (...) de préserver les acquis de la démocratie», a-t-il juré, lors d'une audience présidée par Mme Marie-Madeleine Mborantsuo, qui est à la tête de cette institution depuis sa création en 1991, dans une salle pleine d'invités, notamment les caciques de l'ancien pouvoir, mais, sans la présence de quelconque Chef d'Etat ou membre de gouvernement étranger.

L'occasion, pour le nouvel homme fort de prononcer son tout premier discours à la Nation, sous forme de programme, promettant de «rendre le pouvoir aux civils», grâce notamment à des «élections libres, transparentes et crédibles».

Après avoir été investi dans ses fonctions de Président de la transition de la République Gabonaise, le général Brice Clotaire Oligui Nguema a prononcé son discours programme, commençant par justifier la prise du pouvoir par l'armée. Selon lui, les forces de défense et de sécurité avaient «un double choix: soit tuer des Gabonais qui auraient légitimement manifesté, soit mettre fin à un processus électoral mani-



La prestation de serment du général Oligui Nguema.

festement pipé». Il a saisi cette opportunité pour répliquer à la communauté internationale qui condamne le coup d'Etat au Gabon. «Notre étonnement est grand quand on entend certaines institutions internationales condamner l'acte posé par des soldats

qui n'ont fait que respecter leur serment sous le drapeau: sauver la patrie au péril de leur vie». Il a appelé à la participation de toutes les «forces vives de la Nation», afin «d'élaborer une nouvelle Constitution qui sera adoptée par référendum [...] pour des institutions plus respectueuses des droits de l'homme et de la démocratie».

Cependant, le général Nguema n'a pas précisé la durée de la période de transition ni donné de date de la tenue des élections. Il a accordé une amnistie des «prisonniers d'opinion». «J'instruis le futur gouvernement» qui sera nommé «à réfléchir sur les mécanismes visant à amnistier les prisonniers d'opinion et faciliter le retour de tous les exilés», a-t-il déclaré. On attend donc de voir si le général tiendra parole et surtout, combien de temps il entend rester au pouvoir.

Urbain NZABANI

## Editorial

### Inimaginable retour à l'ordre constitutionnel

Les Chefs d'Etat de la C.e.e.a.c se sont retrouvés en sommet extraordinaire, le 4 septembre dernier, en Guinée Equatoriale, pour réagir à l'interruption anti-constitutionnelle du pouvoir au Gabon. De par le nombre de Chefs d'Etat présents, on peut lire que le sujet n'est pas si préoccupant que ça. Trois Présidents présents sur dix attendus, le Gabon n'étant pas invité, la mobilisation est quand même loin du compte. Sept pays étaient représentés au niveau gouvernemental, dans une organisation sous-régionale qui compte onze membres (Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Congo Démocratique, Gabon, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao Tome & Principe et Tchad).

Le sommet a condamné le coup d'Etat au Gabon et appelé les putschistes au «retour à l'ordre constitutionnel dans un bref délai». Les Chefs d'Etat de la C.e.e.a.c ont aussi «exprimé leur solidarité envers le peuple gabonais», et conseillé le dialogue comme voie de règlement des différends.

En somme, il s'agit là de décisions formelles, qui ne sont pas de nature à impacter réellement la vie politique gabonaise. Dans le contexte où se trouve le pays aujourd'hui, il est difficile d'imaginer un retour à l'ordre constitutionnel, synonyme de réinstallation de la dynastie Bongo au sommet de l'Etat. Mais, quel ordre constitutionnel, quand l'ancien régime est accusé de hold up électoral? Le verdict donné par la junte, qui parle de «résultats tronqués», en dit long sur la nature des élections organisées au Gabon par le régime défunt.

Le peuple gabonais a manifesté sa joie à la prise du pouvoir par les militaires. Il se sent libéré d'un régime qui a bafoué ses droits et libertés et privilégié l'enrichissement illicite d'une oligarchie qui avait perdu le sens du bien commun, le sens de la justice sociale, de l'équité, etc. Bref, le ver était dans le fruit, au Gabon où le Chef de l'Etat qui incarnait cette oligarchie, a été balayé sans coup férir, parce qu'il n'était plus soutenu par le peuple tout entier. L'unanimité s'est faite autour de l'aventure militaire et il n'y a rien d'étonnant à cela. C'est la conséquence de la gestion gabégique du pouvoir.

La C.e.e.a.c aurait simplement pris acte du changement anti-constitutionnel du pouvoir au Gabon et formuler le vœu de voir ce pays frère retrouver le chemin de la démocratie, dans la paix et la concorde nationale. Après tout, n'a-t-on pas cautionné la succession anti-constitutionnelle du pouvoir au Tchad? Car, quand un pouvoir gère mal, quand la ploutocratie s'installe, par le détournement de deniers publics, on crée les conditions d'une rupture potentiellement brutale de l'exercice de l'autorité publique. Les coups d'Etat sont condamnables et condamnables aussi les pratiques anti-démocratiques de gestion des affaires publiques. Et l'adage dit, «mieux vaut prévenir que guérir».

L'HORIZON AFRICAIN

### Commentaire

## Gabon: une révolution de palais dont la réussite suscite bien des interrogations

Depuis mercredi 30 août 2023 où s'est opérée un changement brutal de régime dans le pays, le Gabon est au cœur de l'actualité africaine. Désormais, une coalition militaire, dénommée Comité pour la transition et la restauration des institutions (C.t.r.i), dirigée par le général Brice Oligui Nguéma, qui était jusque-là chef de la garde républicaine, a été mise en place, mettant ainsi un terme, sans effusion de sang, au long règne de 55 ans des Bongo père et fils. Mais, il y a lieu de se demander si ce changement brutal de régime à Libreville n'a pas bénéficié du soutien extérieur, pour offrir ce tableau parfait de réussite.

La tentative de briguer un troisième mandat de sept ans, par le Président Ali Bongo Ondimba, après une précédente réélection chaotique, faisait peser sur le Gabon une menace de guerre civile. Beaucoup d'observateurs en étaient convaincus, étant donné que la réélection des Bongo, père et fils, relevait généralement de la manipulation des résultats électoraux. Une situation devenue insupportable pour nombre

(Suite en page 7)

## Sommet africain pour le climat

# Les dirigeants africains appellent à intensifier l'action climatique du continent

Le sommet africain du climat s'est tenu du 4 au 6 septembre 2023, à Nairobi, au Kenya sous le thème: «Stimuler la croissance verte et les solutions de financement climatique pour l'Afrique». Ce sommet avait pour objectif de faire face à l'exposition croissante au changement climatique et aux coûts qui y sont associés, au niveau mondial et en particulier en Afrique. Plus de 20.000 délégués, dont des Chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres et des représentants d'agences multilatérales, du monde universitaire et de la société civile ont participé à cet événement qui s'est déroulé parallèlement à la semaine africaine du climat, du 4 au 8 septembre.

La deuxième journée du sommet africain pour le climat a été marquée par l'organisation d'une session de haut niveau, avec la participation de plusieurs Chefs d'Etats africains dont le Congolais Denis Sassou-Nguesso. A cet effet, les parties présentes ont déclaré que «le continent devait intensifier son action climatique, même si celui-ci ne contribue qu'à hauteur de 4% au réchauffement climatique». Dans son discours, le Président comorien, Azali Assoumani, Président en exercice de l'Union africaine, a déclaré que les pays africains devraient mettre en œuvre leurs ambitions climatiques contenues dans diverses stratégies et politiques locales et régionales. «Ce forum arrive au bon moment, pour que nous développiions les bonnes stratégies, partageons les responsabilités et les solutions. Profitons de cet événement afin de définir des collaborations pour une action climatique concrète», a-t-il déclaré.



Les Chefs d'Etat présents et le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres.

Pour sa part, le Président kenyan, William Ruto, Président du Comité des dix dirigeants africains sur les changements climatiques de l'Union africaine, a souligné que la lutte contre les changements climatiques produira des solutions pour gérer la crise qui frappe actuellement l'Afrique. Le Chef de l'Etat kenyan a affirmé qu'«en tant qu'Afrique, nous disposons de nombreuses ressources pour apporter des solutions. Notre potentiel d'éner-

gies renouvelables inexploité et notre jeunesse ainsi que nos ressources abondantes telles que les minéraux et les terres arables confèrent à l'Afrique une chance de devenir un pôle industriel vert».

De son côté, le Président Denis Sassou-Nguesso, Président de la Commission climat du bassin du Congo, a indiqué que «la question du financement de l'action pour le climat est cruciale à plus d'un titre. Elle l'est pour la pé-

rennité de notre effort collectif en faveur du climat, pour la préservation de la biodiversité». Il a également annoncé la tenue du sommet des trois bassins forestiers en octobre prochain à Brazzaville. «Les trois bassins concentrent 80% de la biodiversité mondiale et constituent le régulateur de l'équilibre carbone de la planète. Le sommet de Brazzaville visera à soutenir les efforts des Nations unies en faveur de la restauration et la conservation des forêts tropicales, des tourbières et des mangroves. Mais bien plus, elle visera à mettre en place une plateforme de proposition», a-t-il ajouté.

Signalons que le sommet africain pour le climat et la semaine africaine du climat organisés cette année, ont pour objectif de créer une dynamique avant la Cop28 (Conférence des Nations unies sur le changement climatique) à Dubaï, aux Emirats Arabes Unis, en décembre prochain et les conclusions du premier bilan mondial conçu pour tracer la voie vers la réalisation des principaux objectifs de l'accord de Paris.

Roland KOULOUNGOU

Après le coup d'Etat au Gabon

# Les Présidents Denis Sassou-Nguesso et João Lourenço exhortent à préserver la paix

**Le Président angolais, João Lourenço, et son homologue congolais, Denis Sassou-Nguesso, ont «condamné, sans équivoque, la prise du pouvoir par la force au Gabon et en appellent au respect de l'intégrité physique du Président Ali Bongo-Odimba ainsi que de ses proches, tout en exhortant les différents acteurs à privilégier les voies politiques, pour préserver la paix, l'unité et la sérénité du peuple gabonais», selon un communiqué conjoint publié jeudi 31 août 2023, à Oyo, dans le Nord du Congo, à l'occasion de la visite de quelques heures du Chef d'Etat d'Angola.**

Décoré l'an dernier par l'Union africaine au titre de champion de la paix en Afrique, pour ses efforts de réconciliation dans divers pays du continent, dont notamment son implication dans la résolution des conflits dans l'Est de la RD Congo, le Président angolais, João Lourenço, a effectué, jeudi 31 août, sur invitation du Président de la République du Congo, Denis Sassou-Nguesso, une visite de quelques heures à Oyo, ville natale de son hôte, pour échanger sur la situation survenue au Gabon.

Au cours de leurs entretiens, les deux Chefs d'Etat ont discuté sur les derniers événements relatifs au changement inconstitutionnel survenu en République Gabonaise, le mercredi 30 août dernier, et sur la coopération bilatérale entre leurs deux pays, la République du Congo et la République d'Angola.

«Les deux Chefs d'Etat ont condamné, sans équivoque, la prise du pouvoir par la force et en appellent au respect de l'intégrité physique du Président Ali Bongo-Odimba, celle de sa famille et de ses proches, ainsi que celle des hauts responsables des institutions de l'Etat. Ils exhortent tous les acteurs à privilégier les voies politiques pour préserver la paix, l'unité



Le Président Sassou-Nguesso accueillant son homologue angolais à l'Aéroport international d'Ollombo.

et la sérénité du peuple gabonais». «Ils en appellent à la convocation urgente d'un sommet extraordinaire de la C.e.e.a.c (Communauté économique des Etats d'Afrique centrale) destiné à doter l'organisation d'un leadership, afin d'assurer la continuité de ses activités, étant donné les événements survenus en République Gabonaise», indique le communiqué publié à l'issue de cette visite.

Concernant la coopération bilatérale entre le Congo et l'Angola, les deux Chefs d'Etat ont souligné l'excellence des relations historiques, d'amitié et de coopération qui existent entre les deux pays. Ils ont convenu de rester en contact et de se consulter aussi régulièrement que possible, sur les ques-

naises a annoncé la suspension des institutions au Gabon, après la publication des résultats de l'élection présidentielle donnant le Président sortant, Ali Bongo-Odimba, gagnant. Les militaires qui ont pris le pouvoir à Libreville ont par suite annoncé que le Chef de l'Etat déchu et quelques membres de sa famille, notamment sa femme et son fils, ont été placés en résidence surveillée. Comme on le voit, les putschs en Afrique sont devenus monnaie courante ces derniers temps, à la grande inquiétude de la communauté internationale.

Le Président gabonais renversé était aussi Président en exercice de la C.e.e.a.c. Il avait été désigné par ses pairs le 25 février 2023, succédant ainsi au Président de la RD Congo, Antoine Félix



Les Présidents Sassou-Nguesso et João Lourenço quittant l'Aéroport international d'Ollombo

tions d'intérêt commun et de contribuer à préserver la paix dans la sous-région. Rappelons qu'aux premières heures de la journée de mercredi, un groupe de militaires de la garde républicaine, de l'armée et de la police gabo-

Tshisekedi Tshilombo, lors de la 22<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat de cette organisation sous-régionale.

Roland KOULOUNGOU

Après le coup d'Etat au Gabon

## La C.e.e.a.c appelle au retour à l'ordre constitutionnel dans un bref délai

Quelques jours après le coup d'Etat au Gabon, les Chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la C.e.e.a.c (Communauté économique des Etats d'Afrique centrale) ont tenu une session extraordinaire de leur conférence, lundi 4 septembre 2023, à la Cité administrative de Djibloho, en Guinée Equatoriale. «La C.e.e.a.c a décidé de suspendre l'adhésion du Gabon, en réponse au coup d'Etat du 30 août qui a chassé le Président Ali Bongo Ondimba», a annoncé l'organisation sous-régionale, à l'issue de ce sommet extraordinaire, autour du Président équato-guinéen, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Vice-Président en exercice. La C.e.e.a.c a «exigé la tenue d'un dialogue entre les acteurs politiques gabonais, afin de faciliter un retour à l'ordre constitutionnel dans un bref délai».



Les Chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la C.e.e.a.c.

Le sommet extraordinaire de la C.e.e.a.c s'est tenu, dans le cadre du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale, le jour même où, à Libreville, le nouvel homme fort du Gabon, le général Brice Oligui Nguema, prêtait serment, pour entrer en fonction comme Président de la transition. Dans le communiqué final qui a sanctionné les travaux, les Chefs d'Etat de la C.e.e.a.c, notamment les Présidents Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (Guinée Equatoriale), Faustin Archange Touadéra (Centrafrique), Denis Sassou-Nguesso (Congo), Joao Lourenço (Angola), le Premier ministre Patrice Emery Trovoada de Sao Tomé-et-Principe ainsi que les ministres représentant le Cameroun, le Rwanda, le Tchad et le Burundi, (la RD Congo s'étant excusée), ont décidé de «suspendre le Gabon des instances de la C.e.e.a.c jusqu'à nouvel ordre». De même, «ils ont exigé la tenue d'un dialogue entre les acteurs politiques gabonais, afin de faciliter un retour à l'ordre constitutionnel dans un bref délai», souligne le communiqué final.

La conférence des Chefs d'Etat de la C.e.e.a.c «a fermement condamné la prise du pouvoir par les forces de défense et de sécurité, en violation de la Constitution de la République Gabonaise, du Traité de la C.e.e.a.c et de l'Acte constitutif de l'Union africaine». Elle a appelé «les forces de défense et de sécurité gabonaises à garantir l'intégrité physique du Président Ali Bongo Ondimba, de sa famille et des membres de son gouvernement ainsi qu'à assurer la protection des droits humains et des libertés fondamentales de tous, sur toute l'étendue du territoire national».

Le Président équato-guinéen, Obiang Nguema Mbasogo, a été désigné comme Président en exercice de la C.e.e.a.c, avec délocalisation provisoire du siège de l'organisation, de Libreville, au Gabon, à Malabo, la capitale équato-guinéenne, tandis que le Président centrafricain, Faustin Archange Touadéra, facilitateur du processus politique en République Gabonaise, a été chargé «d'engager des pourparlers, avec tous les acteurs gabonais et les partenaires du pays, dans la perspective d'un retour rapide à l'ordre constitutionnel».

Ainsi, la C.e.e.a.c privilégie la voie diplomatique, pour tenter de ramener l'ordre constitutionnel au Gabon. En dehors de la suspension de ce pays des activités de l'organisation, aucune autre mesure n'a été prise comme l'intervention militaire. Au contraire, les Chefs d'Etat de la C.e.e.a.c ont «exprimé leur solidarité envers le peuple gabonais, en appelant tous les acteurs à s'appuyer sur le génie politique gabonais, pour privilégier la préservation de la paix et la stabilité, à travers un recours permanent aux voies pacifiques de résolution des différends».

Roland KOULOUNGOU

## Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale)

### Président en exercice, Faustin A. Touadéra a condamné le coup d'Etat au Gabon

**Dans un communiqué officiel publié à Bangui, le jeudi 31 août 2023, le Président de la République Centrafricaine, Faustin-Archange Touadéra, Président en exercice de la Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), a condamné le coup d'Etat survenu le 30 août dernier, au Gabon, en appelant au retour à l'ordre constitutionnel et au respect de l'intégrité physique du Président Ali Bongo-Odimba.**

Dans son communiqué officiel, le Président en exercice de la Cemac affirme qu'il suivait, «avec une profonde préoccupation, les développements de la situation en République Gabonaise». A cet effet, il a «fermement condamné la tentative de coup d'Etat en cours dans ce pays frère». Il appelle au «retour à l'ordre constitutionnel, au respect de l'intégrité physique et à la libération immédiate et sans condition du Président Ali Bongo Ondimba et des

membres de sa famille». Le Président Faustin Archange Touadéra indique par ailleurs que «tout changement anticonstitutionnel de gouvernement constitue une violation intolérable des principes fondateurs de la Communauté». Il plaide pour une préservation de la paix, en invitant les protagonistes de la crise gabonaise à «vivement privilégier le dialogue qui est le mode par excellence de résolution des différends». Le Président en exercice n'a pas annon-



Le Président centrafricain Faustin Archange Touadéra.

cé la tenue d'un sommet urgent de la Cemac sur la crise gabonaise. Dans ces conditions, il est difficile de s'imaginer que son appel à la libération du Président Ali Bongo Ondimba et au retour à l'ordre constitutionnel sera

suivi d'effet. On a l'impression que ces condamnations ne répondent qu'à une préoccupation de principe mais que dans le fond, elles ne sont pas convaincantes.

Urbain NZABANI

Perspectives macro-économiques de la Cemac

# Le Congo en bonne position, avec comme seul écueil, la dette!

**Le gouvernement congolais devrait se frotter les mains et s'adonner résolument au travail, au regard des chiffres qu'affiche le Congo dans les perspectives macro-économiques au sein de la Cemac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale), malgré un contexte international marqué par le conflit russo-ukrainien et les perturbations économiques qu'il engendre au niveau mondial, en plus de l'envolée des cours du pétrole. Alors que les Congolais se plaignent de la hausse des prix des denrées alimentaires, notamment du riz, aliment malheureusement importé entièrement, ils peuvent se rassurer que leur pays enregistre le taux d'inflation le moins élevé au sein de la Cemac. C'est plutôt au niveau de la dette que le Congo bat le record de la communauté.**

N'eut été la dette, le Congo serait le bon élève du F.m.i (Fonds monétaire international) au niveau de la Cemac. En effet, dans les perspectives macro-économiques des six pays de la communauté qui ont en partage l'usage de la monnaie franc Cfa, le Congo affiche la meilleure projection de croissance, à 4,1% en 2023, devant le Tchad (3,5%) le Cameroun (3,4%) et le Gabon (3%). Le Guinée Equatoriale vient loin derrière avec -1,8%.

En matière d'inflation, le Congo, le Gabon et le Tchad sont les trois pays qui maîtrisent mieux les prix au sein de leurs économies, avec, chacun, un niveau projeté à 3,4% cette année, à peine légèrement supérieur à la limite communautaire de 3%. C'est une performance à saluer pour le gouvernement qui avait eu la clairvoyance de mettre en place un plan de résilience à la crise alimentaire couvrant la période 2022-2024, après l'éclatement de la guerre en Ukraine. C'est l'occasion d'inviter le gouvernement à ne pas baisser les bras dans la mise en œuvre de ce plan dont on voit les fruits, même si certains opérateurs économiques ont voulu le récupérer au profit de leurs gains, en faisant du Congo un simple pays de transit.

La hausse du prix du riz, par exemple, est le fait des circonstances mondiales depuis



Les ménages congolais intègrent de plus en plus le riz dans leur alimentation, mais il devient cher.

quelques mois, à cause des restrictions des exportations de l'Inde, leader en matière de riz et la croissance de la demande mondiale. La demande est aussi en croissance au Congo, pays qui a malheureusement négligé ses cultures rizicoles. En 2019, les importations de riz sont estimées à 96 mille tonnes, équivalent à 10 milliards de francs Cfa. En 2023, on va probablement dépasser les 100 mille tonnes. Mais, les prix du riz ont augmenté et on se met à se plaindre, alors que le Congo est aussi producteur de riz, avec ses bassins de production que

sont Ewo (Cuvette-Ouest), Kindamba et Vindza (Pool), Boko-Songho et Madingou (Bouenza), Mossendjo et Makabana (Niari), etc. Le Ministère de l'agriculture devrait se soucier à relancer ces bassins rizicoles.

En ce qui concerne le solde budgétaire, le Congo vient, cette année, en deuxième position, à 4,8%, un peu loin derrière le Tchad (7,0%). Mais, il prend la première place lorsqu'il s'agit du solde extérieur courant, avec un niveau de 4,8%. Tous les cinq pays de la communauté sont en dessous de 0. Le Congo fait donc exception. En 2022,

on avait même atteint 6,6%, alors qu'en 2020, on était à -1,2%.

Par contre, là où notre pays fourre son nez dans le sable, c'est au niveau de la dette qui se situe à 96% du P.i.b (Produit intérieur brut) cette année. C'est d'ailleurs le niveau le plus lourd de la sous-région. Les cinq autres pays sont en dessous de la norme communautaire qui est

de 70%. On ne le dira jamais assez, la dette est l'héritage de la politique du tout endettement des années 2010, en se basant sur l'idée que le prix du pétrole allait permettre de faire face au remboursement. Lorsque les prix du pétrole ont brusquement chuté à partir de juin 2014, le pays a été étranglé par ses dettes multiples. C'est le boulet que le Congo traîne encore aujourd'hui et il faut saluer les efforts du gouvernement à avoir baissé le niveau de cette dette en dessous des 100%. Des efforts qui sont à poursuivre!

Jean-Clotaire DIATOU

raison de la hausse de l'activité des consulats dans ce domaine et pour garantir l'amélioration de la qualité de l'accueil du public, sans création d'emplois dans



L'attente pour les formalités de visa devant l'Ambassade de France à Brazzaville

Ces nouvelles procédures répondent à la politique du gouvernement français de confier à des prestataires de services extérieurs, les tâches non-régaliennes de demande de visas, en

les services des visas. En 2019, l'externalisation complète de la collecte des demandes de visas se pratique dans 121 centres externalisés dans 45 pays, soit 62 postes consulaires.

## PROPOS D'ÉTAPE

### Influence.

Influence, domination, ascendance, autorité, emprise, selon le dictionnaire. Influence, action d'une personne sur une autre; modification du comportement d'une cible pour obtenir un résultat.

Il en est ainsi dans les relations internationales où chacun poursuit ses intérêts. Et selon Pierre Buhler et Frédéric Charillon, «pour imposer leur volonté sans utiliser la force, certains États déploient des stratégies d'influence. Selon la nature de leur régime, ils recourent plus ou moins à la séduction, l'attractivité, la contrainte, la nuisance ou encore la rémunération. Ces stratégies se déploient par différents canaux: médias, culture, éducation, entrisme et technologies numériques».

C'est donc logiquement que, pour poursuivre les intérêts de son pays, l'autre parle à ses représentants de sa politique de rayonnement et d'influence. Il leur dit textuellement «qu'à côté du travail sur la langue et la culture, il y a, je ne peux évidemment manquer d'insister sur ce point, le travail sur notre influence. L'influence, c'est une notion, je dirais, qui vit dans la société et qui à sa place dans le registre commun. C'est être bien vu, au maximum aimé, être compris, si possible suivi. C'est devenu maintenant une fonction diplomatique, parce qu'il y a de la contre-influence». Et, pour ce faire, il insiste sur «le rôle de l'audiovisuel public à l'international, et [du groupe audio-visuel mondial de son pays] qui est un formidable levier de rayonnement. Mais, il faut qu'on soit au clair sur la place qu'on lui donne et le rôle qu'il y joue. Parce que quand il est le seul levier d'une presse considérée comme libre, il a une fonction tout à fait importante, il a affaire, face à lui, à de la propagande».

On s'en doutait un peu. Mais, c'est bien de l'entendre de leur propre bouche! La langue, leur langue, la culture, leur culture, les médias, leurs médias, servent en réalité à leur rayonnement, à leur influence. Une bonne dame de chez eux a beau s'égosiller pour affirmer la liberté de la presse qu'elle dirige, rien n'y fait; l'autre a persisté et a signé. Et c'est logique, au regard de la vision impériale que certains ont des autres éphémères. Ainsi, leurs centres culturels, leurs instituts, leurs radios, leurs journaux et leur culture servent à asseoir leur influence, leurs mœurs, leurs déviations et leurs hérésies, qu'ils tentent de rendre universelles.

Le problème, ce n'est pas que ceux du septentrion tentent d'imposer leur manière de vivre; ils l'ont toujours fait, depuis des lustres et nous le savons. Le problème, ce sont les faiblesses ontologique et institutionnelle des éphémères de céans d'être eux-mêmes:

- faiblesse de se dépouiller du vieil homme, de ne pas faire par soi-même, de ne pas vouloir par soi-même;
- faiblesse de ne pas se soumettre à la radicalité éthique, de manquer de modération dans l'usage des biens de ce monde, de dîner avec des vautours, d'avoir à traîner des casseroles;
- faiblesse de ne pas penser au plus grand nombre, de ne pas se remettre en cause, de ne pas s'interroger sur l'objet du voyage sur cette terre;
- faiblesse de ne pas inventer un avenir endogène, de ne pas se donner des outils d'influence, de renoncer aux éléments de souveraineté;
- faiblesse de manquer de démarche altière dans les rapports avec les autres;
- faiblesse de ne pas être, au sens de Heidegger.

Alors, aux éphémères de céans, cette pensée de Shakespeare: «Tu apprendras que les circonstances et l'ambiance qui nous entourent ont une influence sur nous, mais que nous sommes responsables de ce que nous faisons».

Aux autres, cette autre pensée de Henri de Montherlant: «Si vous exercez une influence, feignez au moins de l'ignorer».

Prométhée.

## Ambassade de France au Congo

### Nouvelles procédures d'externalisation des demandes de visas

L'Ambassade de France au Congo a mis en place de nouvelles procédures de dépôt des demandes et de prise de rendez-vous, qui rentrent en vigueur à partir du lundi 2 octobre 2023. Pour cela, un prestataire a été choisi, la société T.I.s Contact, à qui sont confiées les tâches non-régaliennes (accueil, réception des dossiers, prise d'empreintes biométriques) dans les procédures de demandes de visas.

Jusqu'au vendredi 29 septembre, les demandes de visa continueront d'être déposées à l'Ambassade de France, à Brazzaville, et au Consulat général de France, à Pointe-Noire. Pour les personnes concernées, le retrait des passeports se fera à l'ambassade et au consulat, y compris après le 2 octobre 2023.

À compter du lundi 2 octobre, la société T.I.s Contact assurera l'accueil du public dans leurs locaux de ses centres à Brazzaville et à Pointe-Noire. Les informations sur les modalités de dépôt (adresses et heures d'ouverture des centres

T.I.s Contact) sont disponibles sur son site Internet Congo. Les rendez-vous du mois d'octobre 2023 sont d'ores et déjà ouverts. En fin de procédure, les demandeurs de visas sont informés par courriel et S.m.s, pour le retrait de leurs passeports.

Il est précisé que les demandes de visa déposées dans les locaux de T.I.s Contact continueront d'être instruites par l'Ambassade de France à Brazzaville et le Consulat général de France à Pointe-Noire, seuls habilités à prendre les décisions en matière de visas.



Visitez notre Site Internet, [www.lhorizonafricain.com](http://www.lhorizonafricain.com),



# CANAL+

## C'EST LA RENTREE DES DECOUVERTES

POUR TOUT REABONNEMENT,

# 15 JOURS OFFERTS\*

A TOUT CANAL+

**Nathan** +

\*Offre valable pour tout réabonnement sur le service CANAL+ 14.99€/mois. Les modalités de l'offre sont disponibles sur le site Nathan.fr

Développement durable

# Impliquer de façon effective les communautés locales et les populations autochtones

**Au regard des enjeux liés à la lutte contre les changements climatiques et l'exploitation illégale des forêts, l'implication effective des communautés locales et des populations autochtones s'impose dans les différents processus de gouvernance forestière, climatique et foncière auxquels le pays s'est engagé. C'est à ce titre que les organisations de la société civile ont tenu un atelier de mise à jour de leur note de position sur la participation des communautés locales et des populations autochtones dans la mise en œuvre des processus comme l'A.p.v-Flegt, le Redd+, le Cafi, l'I.t.i.e et bien d'autres.**

Dans une note de position adoptée en 2020, les organisations et les plateformes de la société civile s'étaient prononcées pour la prise en compte, de manière réelle, des communautés locales et des populations autochtones, dans les organes formels des processus de gouvernance en cours et même dans les mécanismes de concertation mis en place dans le cadre de ces processus liés à la gouvernance forestière, climatique et foncière.

C'est dans cet esprit que trois organisations, notamment l'O.c.d.h (Observatoire congolais des droits de l'homme), la R.d.p.h (Rencontre pour la paix et les droits de l'homme) et le F.g.d.h (Forum pour la gouvernance et les droits de l'homme) ont organisé, mercredi 30 août 2023, dans la salle de conférence du Cercle d'appui à la gestion durable des forêts, dans la forêt de la patte d'Oie, à Brazzaville, un atelier visant à actualiser la note de position sur la participation des commu-



Les responsables de la société civile pendant les travaux.

nautés locales et des populations autochtones dans la mise en œuvre des processus de gouvernance des ressources naturelles. C'était avec l'appui du Programme forêt, gouvernance, marché et climat, sous le financement du F.c.d.o (Foreign commonwealth and development office).

Trois ans après l'adoption de la note de position, de nouveaux processus de gouvernance forestière, climatique et foncière se sont ajoutés. C'est pourquoi la mise à jour de la note de position était devenu néces-

saire, en raison de l'évolution du contexte. Car, la motion de participation des communautés locales et des populations autochtones dans la gestion des ressources naturelles a pris une dimension classée comme droit de l'homme, avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et d'autres conventions en matière de protection de l'environnement. Elle constitue un droit effectif permettant aux communautés locales et aux populations autochtones de prendre part à la gestion des ressources naturelles et au pro-

cessus décisionnel.

Selon Mme Nina Cynthia Kiyindou Yombo, chargée du programme ressources naturelles et droits des communautés forestières à l'O.c.d.h, «ces communautés sont des gardiens traditionnels qui gardent nos ressources naturelles et toute leur survie dépend de ces ressources».

Pour Christian Mounzé, coordonnateur national de la R.d.p.h, «l'idée de base qu'il faut retenir, c'est que nous avons des ressources naturelles, en particulier les forêts. Ces forêts sont exploitées au mépris des communautés qui n'en tirent pas des dividendes. C'est essentiellement pour cela que nous avons pensé que ces communautés doivent être impliquées dans la gestion, sur la base des engagements du gouvernement».

«Il est question d'amplifier les recommandations faites lors de la première note publiée et malheureusement qui n'ont pas été suivies par les autorités compétentes, pour qu'on puisse prendre en ligne de compte, la participation des communautés et d'autres recommandations ont été encore formulées», a précisé pour sa part, Franck Chardin Aubin Tchibinda, directeur exécutif de l'O.c.d.h.

Martin BALOUATA-MALEKA

## lettre de Yakamambu

*Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!*

Nos amis communs, Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu, constatent que, depuis un certain temps, les Congolais sont dépassés par la misère, la pauvreté et les vicissitudes de la vie. Tant bien que mal, ils luttent contre ces tempêtes. A tous ceux qui sont découragés, ils veulent dire que des tempêtes et des accidents, il y en a eu et qu'il y en aura encore.

En effet, n'importe qui le sait. Mais, ce qu'Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu savent aussi, c'est que jamais ils ne trouveront le bonheur, la guérison, le pardon, s'ils laissent leur barque dériver avec le courant. Ils savent même très bien ce qu'ils trouveront, s'ils se laissent dériver. Ils ne trouveront que ce qu'ils apportent avec eux dans leur barque: eux, eux-eux-eux. Et pas grand-chose pour tenir dans les tempêtes. Connaissez-vous des gens qui n'ont jamais croisé une tempête? Celui qui attend que les conditions météo soient favorables risque d'attendre longtemps avant d'embarquer.

Au contraire, il faut partir et tenir le cap de la joie dans notre vie. C'est un commandement. Tirer les bords qu'il faut pour ne pas perdre de vue le cap de l'amour. Obéir à ces ordres, parce qu'ils contiennent la vie, bien plus que tout ce que nous pouvons ressentir dans nos émotions passagères et superficielles. Choisir de guérir. En tout cas, mettre le cap sur la guérison. Garder le pardon en ligne de mire. On apprend de ses erreurs. Et on se relève, les yeux fixés sur le cap.

Où en sommes-nous de la joie dans nos vies? Avons-nous choisi de mettre le cap sur l'amour? Un amour objectif, vrai, lumineux, qui est prêt à mourir pour ne pas renoncer à lui-même. Comprenez qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

## Gabon: une révolution....

(Suite de la page 3)

de Gabonais, particulièrement ceux de l'opposition. A titre d'exemple, le rapport final de la délégation de l'Union européenne pour l'observation de l'élection présidentielle du 27 août 2016, au Gabon, publié en décembre 2016, avait conclu que «les irrégularités présentées aujourd'hui à Libreville ne permettent qu'une seule conclusion: Ali Bongo a perdu les élections et n'est pas le Président légitime du Gabon».

Donc, les dirigeants de l'opposition au Gabon étaient conscients qu'Ali Bongo Ondimba ne s'était maintenu au pouvoir que par la force, en renversant en sa faveur les résultats de l'élection présidentielle d'août 2016. Il avait volé la victoire de Jean Ping, le candidat de l'opposition qui avait refusé de reconnaître sa défaite, plongeant ainsi le pays dans une crise post-électorale qui, en un mois, avait fait entre 50 et 100 morts, plus de 800 blessés et près de 1.100 personnes arrêtées. Il faut dire que cette crise a son fond ethniciste aussi. Au Gabon, la course au pouvoir oppose particulièrement les fang, une ethnie majoritaire, et les téké qui compte parmi les ethnies minoritaires du pays. Une réélection, en 2023, d'Ali Bongo-Ondimba, dans les mêmes conditions de falsification des résultats qu'en 2016, exposait le Gabon à des violences inter-ethniques. La menace était réelle. Le Gabon était au bord de la guerre civile.

Or, le Président Ali Bongo-Ondimba, diminué par la maladie depuis son A.v.c (Accident vasculaire cérébral) du 24 octobre 2018, a repris le même scénario qu'en 2016. Après avoir organisé un scrutin à huis-clos, (pas d'observateurs ni de médias étrangers), pour ne plus avoir à faire à un rapport de l'Union européenne dévoilant le secret de

son stratagème, il a fait publier, en catimini, de nuit, des résultats le donnant vainqueur. Dès lors, le danger était là. La garde républicaine a immédiatement réagi en le mettant à l'écart. Il a suffi pour cela de l'enfermer dans une pièce de son palais et faire le reste, surtout que la chaîne de télévision pour alerter l'opinion est sur place au palais.

La proclamation des résultats a été interrompue et le scrutin a été purement et simplement annulé. Ce que disent les militaires dans leur communiqué lu à la télévision est fort édifiant à ce propos. «Aussi, force est d'admettre que l'organisation des échéances électorales, dites élections générales du 26 août 2023, n'a pas rempli les conditions d'un scrutin transparent, crédible et inclusif tant espéré par les Gabonaises et les Gabonais. A cela s'ajoute une gouvernance irresponsable, imprévisible, qui se traduit par une dégradation continue de la cohésion sociale, risquant de conduire le pays au chaos», disent les militaires dans leur communiqué de prise de pouvoir, lu à la télévision.

A vrai dire, l'armée gabonaise a mis fin à une oligarchie qui se perpétuait au pouvoir par le biais de la falsification des résultats électoraux, avant de mettre le pays en coupe réglée, à travers une gouvernance privilégiant l'enrichissement illicite des membres de l'oligarchie. L'armée aurait déjà récupéré, en deux jours, près de 400 milliards de francs Cfa auprès des personnalités arrêtées de l'ancien régime.

Mais, suffit-il d'être chef de la garde républicaine pour réussir un tel changement brutal des institutions? Nombre d'observateurs pensent que le Président Ali Bongo-Ondimba a été lâché par la France qui craignait de voir l'une de ses vitrines politiques en Afrique, le Gabon, basculer

dans l'horreur de la guerre civile, en continuant à le soutenir. Les commentaires favorables de la presse française à l'égard des putschistes est l'une des preuves qui témoignent de ce que ce coup de force a soulagé Paris. On a brutalement mis fin à un régime, sans verser une seule goutte de sang. Après le putsch, qui s'identifie beaucoup plus à une révolution de palais, il n'y a pas eu la moindre expression populaire anti-française dans les rues de Libreville, comme on a pris l'habitude de le voir en Afrique de l'Ouest. Le général Brice Oligui Nguéma a été même interviewé par le quotidien français, «Le Monde», le jour de son putsch. Quel honneur pour un putschiste! Comme s'il venait de gagner les élections. Qu'en est-il du général Abdourahamane Tchiani, qui a pris le pouvoir au Niger? On voit toute l'hostilité de Paris à son égard. Son tort est d'avoir renversé un Président correctement élu.

Dans ces conditions, les condamnations du coup d'Etat gabonais par la communauté internationale ne sont que de principe. Le Président déchu, Ali Bongo-Ondimba, a demandé à ses soutiens de faire du bruit sur sa situation où il ne comprend pas ce qui se passe dans le pays, il ne voit pas sa femme et son fils a été arrêté par des gens d'ici. Les Chefs d'Etat d'Afrique centrale ont commencé à faire du bruit, suivi par l'Union africaine, la Chine, etc. Mais, on voit que ce bruit ne va pas loin. Les carottes sont vraiment cuites pour l'oligarchie gabonaise. Et pour couronner le tout, le Président de la transition gabonaise a prêté serment devant la Cour constitutionnelle réhabilitée. Il est entré solennellement en fonction, comme son homologue du Tchad, où un autre coup d'Etat contre la Constitution, soutenu par l'Elysée, a permis à un général de prendre sereinement les rênes du pays. Comme quoi, les généraux sont promus à diriger l'Afrique, mais avec la bénédiction du pouvoir français.

Jean-Clotaire DIATOU

C.r.f (Croix-Rouge française)

# Après 33 ans de bons et loyaux services au Congo, le bureau de Brazzaville ferme

**Présente au Congo-Brazzaville depuis 1994, aux côtés de la C.r.c (Croix-Rouge congolaise), la C.r.f (Croix-Rouge française) a mis fin à sa mission congolaise, en fermant son unique bureau de Brazzaville. La cérémonie d'aurevoir s'est déroulée le mercredi 28 août 2023, à l'Hôtel G.h.s La Coupole, à Brazzaville, en présence de David Boisson, chef de délégation de la C.r.f pour les deux Congo, du président national de la C.r.c, Christian Sédar Ndinga, et des cadres des deux mouvements humanitaires, sans oublier les responsables départementaux de la C.r.c.**

La C.r.f (Croix-Rouge française) est intervenue au Congo dans trois axes: la lutte contre les épidémies; la gestion des risques de catastrophe et le soutien au développement de la C.r.c. Elle a œuvré aux côtés des autorités nationales, des membres du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des partenaires techniques et financiers du Congo.

Pendant la cérémonie d'aurevoir, la troupe théâtrale de la C.r.c a agrémenté la partie, avec une pièce schématisant les actions accomplies par la C.r.f au Congo et le sourire qu'elle a apporté aux populations congolaises, à travers des projets comme Oscar (hygiène, assainissement, santé), la réhabilitation des centres de santé et la potabilisation de l'eau dans les Départements comme le Pool, la Bouenza et la Likouala.

La collaboration entre les deux mouvements de la Croix-Rouge et les autorités nationales telles que le Ministère de la santé et de la population, a contribué à la lutte contre le V.i.h-sida et la tuberculose, notamment à travers la création, en 1994 et en 1998, de deux centres de traitement ambulatoires de Brazzaville et de Pointe-Noire, qui avaient pour mission d'accueillir les patients référés par les unités de prise en charge des personnes vivant avec le V.i.h, puis la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial, en qualité de principal bénéficiaire sur le volet communautaire, entre 2011 et 2017, puis sur le volet institutionnel, de 2018 à 2020. Suite à la pandémie de covid-19, les deux mouvements humanitaires ont appuyé les autorités sanitaires congolaises dans la réponse nationale, et contribué à l'élaboration d'un plan national de contingence multi-risques épidémies au Congo et à la constitution d'un stock de contingence nationale à destination de la Direction de l'épidémiologie et la lutte contre la maladie. La lutte contre les épidémies a été appuyée durant ces années d'intervention jusqu'au niveau commu-



David Boisson, chef de délégation de la Croix-rouge française des deux Congo et le président national de la Croix-rouge congolaise.



Les participants à l'atelier de validation sur le projet OSCAL 2 à Kinkala

nautaire, avec la mise en place d'un système de surveillance épidémiologique à base communautaire dans pas moins de 7 départements, mobilisant plus de 180 relais communautaires. A partir de 2009, la C.r.f et la C.r.c ont également œuvré à l'amélioration de la santé primaire et l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les Départements du Pool et de la Likouala. Depuis 2018, la C.r.f a soutenu le développement des branches de la C.r.c dans les Départements de la Bouenza et du Pool, afin qu'elles assurent pleinement leur rôle d'auxiliaires des pouvoirs publics, tout en améliorant la résilience des populations de ces départements. En outre, depuis juillet 2021, les deux mouvements humanitaires ont œuvré, aux côtés du Ministère des affaires sociales et de l'action humanitaire et du Ministère de l'environnement, du développement durable et du bassin du Congo, à la préparation et la réponse aux



La photo de famille des responsables des Croix-rouges.

risques de catastrophes naturelles à Brazzaville et dans le Département de la Cuvette. Toutes ces réalisations ont pu voir le jour, grâce à l'appui et la confiance de nombreux partenaires techniques et financiers durant près de trente ans. Parmi ces partenaires, on peut citer l'Union européenne à travers la Direction des partenariats internationaux, et la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, l'Ambassade de France,

le Centre de crise et de soutien, l'A.f.d (Agence française de développement), la Mairie de Paris, la Fondation Total et enfin le Comité de coordination nationale des subventions du Fonds mondial et le Programme national de lutte contre le sida.

Cependant, «le volume opérationnel de la C.r.f en République du Congo a fortement diminué depuis 2021, sollicitant trop fortement les finances propres de notre organisation, pour maintenir sa structure opérationnelle dans le pays. Face à ce constat, la C.r.f se voit contrainte de fermer le bureau de Brazzaville», a fait remarquer,

David Boisson. En dépit de cette fermeture, «la C.r.f continuera à rester à l'écoute des besoins de la C.r.c. Autorités et communautés avec lesquelles elle a travaillé durant tant d'années, selon de nouvelles modalités de partenariat en cours de construction, notamment concernant le développement de l'offre de service de la C.r.c en matière de premiers secours», a-t-il ajouté.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

«L'étrange destin de Wangrin», d'Amadou Hampaté Bâ

## Un roman prophétique pour comprendre les enjeux du moment sur le continent

Les acteurs politiques et les intellectuels africains doivent relire «L'étrange destin de Wangrin», le best-seller de l'écrivain et ethnologue malien, grand défenseur de la tradition orale africaine, Amadou Hampaté Bâ. Dans ce roman, l'auteur raconte l'histoire d'un homme qui fut son ami et qui fut voué, dès sa jeunesse, à Gongolowa Soké, dieu des contraires et de la ruse. C'est un roman qui raconte les débuts de l'Afrique sous l'administration coloniale, et qui fut publié en 1973, par les Editions l'union générale d'édition.



La couverture du roman

Dans ce roman volumineux de 439 pages, qui fait le récit des aventures africaines entre 1900 et 1935, on comprend mieux pourquoi l'Afrique n'arrive pas à se développer. Au-delà du colon qui, lui, à juste titre, poursuit ses ambitions, le vrai problème vient de l'Africain lui-même. Wangrin, noble toucouleur doté d'une intelligence phénoménale, à la fois sage et farceur, bon et mauvais,



Amadou Hampaté Bâ

réussit à se jouer de tout le monde, par la ruse mise au service de l'ambition. Pourtant, après avoir amassé une fortune, il finit ruiné et délaissé, malgré sa générosité. Wangrin préfère la ruse à l'intelligence. Il est dans un projet personnel, plutôt qu'une œuvre collective. Or, la ruse ne dure qu'un temps. Il utilise la magie. Malheureusement, toute magie est tromperie. On passe d'illusion en illusion, sans jamais apprendre. En fait, Wangrin vit au jour le jour, sans plan à moyen terme, voire à long terme. Il préfère la tactique à la stratégie. C'est ce qui différencie les Africains des Asiatiques qui, eux, se projettent sur un siècle, misant sur l'effort plutôt que sur la mendicité. Ainsi, l'individualisme et l'intérêt personnel ont laminé le continent.

Pourtant, sans doute que l'heure du réveil a sonné. Pas ce réveil apparent, car toutes ces manifestations, ces dénonciations des accords avec les pays occidentaux, ces putschs, ces artifices politiques, ces trafics ou réformes de Constitutions ne sont que transitoires. Le véritable réveil dépendra du choix entre la ruse et l'intelligence, entre la tactique et la stratégie.

A travers le personnage de Wangrin, Amadou Hampaté Bâ entraîne son lecteur «dans une suite d'aventures cocasses où on le voit avec pour seules armes, son intelligence et sa connaissance des hommes, se hisser au sommet de la puissance et de la fortune, dépouiller les riches au bénéfice des pauvres et suprême exploit pour l'époque, rouler «les dieux de la brousse» d'alors: «Messieurs les administrateurs coloniaux! Mais, il arrive que les dieux se fâchent».

Chrysostome FOUCK ZONZEKA



# Niger ou les devoirs de l'amitié en relations internationales

**Il n'en est visiblement pas de l'amitié entre Nations, comme de l'amitié entre individus. Par exemple, dans le privé, la véritable amitié a besoin d'estime, de franchise et d'exigence. En tout cas, «quand un homme se conduit mal, qu'il manque la parole donnée, qu'il se montre dur ou égoïste, le devoir de celui qui est son ami est de le lui dire et, le cas échéant, de prendre parti pour sa victime contre lui»,** dixit Jean Dutourd. La France, les Etats-Unis, la Russie et les Etats membres de la Cedeao et de l'Union africaine sont des amis du Niger. Et c'est très bien. Qui n'en était pas heureux jusqu'à ce qu'un coup d'Etat ait été perpétré au Niger? Nul n'est besoin de rappeler, *urbi et orbi*, que des liens profonds, historiques, culturels, sentimentaux se sont tissés entre leurs Etats et leurs peuples.

Mais, ce n'est pas la raison, lorsque les Etats de la Cedeao projettent attaquer militairement le Niger, pour en déloger les militaires ayant perpétré le coup d'Etat contre le Président Mohamed Bozoum, de ne pas le leur reprocher. Loin de moi l'idée de faire l'apologie des coups d'Etat qui ne sont que l'illustration de la loi du plus fort. Mais, ce qui me choque, c'est l'entêtement avec lequel les Etats de la Cedeao «*affûtent*» leurs préparatifs, pour une éventuelle intervention militaire au Niger, tout en ignorant les conséquences désastreuses de ladite intervention, tant sur le Niger que sur tous les pays de la région. Être l'ami de quelqu'un, c'est



Le général Abdourahmane Tchiani, Président de la transition au Niger

être l'ami de son honneur. Il n'est et ne sera pas à l'honneur des Etats de la Cedeao d'intervenir militairement au Niger, leur Etat ami et voisin, non pas, à ce que je sache, sauver et protéger le peuple nigérien, mais pour rétablir, dans ses droits, le Président

élu Mohamed Bozoum. La vie de ce dernier serait-elle plus importante que celle de tous les Nigériens? Le Président Mohamed Bozoum serait-il indispensable au Niger? Serait-il, comme ce qu'est en musique, une note blanche par rapport à une

note noire? L'après lui, doit-il être le déluge? Ou encore, pour un individu, fusse-t-il Président élu, doit-on appliquer la politique de la terre brûlée?

D'autre part, «*les Chefs d'Etat de la Cedeao en activité, forment-ils une sorte de club de princes complices? Y aurait-il entre eux compréhension, intérêt attentif et donc complicité?*», dixit Jean Daniel. Moi, en ma qualité de diplomate, je dois toujours me considérer comme un vecteur, un artisan, un apôtre de la paix. Car par essence, tout diplomate est un ministre de paix. Son premier devoir est de se comporter toujours en conciliateur, en agent de concorde et d'apaisement. C'est pourquoi j'encourage les démarches de l'Algérie, pour tenter de contrer une intervention, en privilégiant la «*négociation*».

Je suis d'accord avec les diplomates algériens qui indiquent «*qu'une intervention au Niger aura des conséquences naturellement désastreuses non seulement sur le Niger mais aussi sur les pays de la Région. Le retour à la force a toujours été*

*un élément de complication et non de solution. Laissons le temps politique emprunter ses voies, utiliser ses ressources*».

Car, comme l'a affirmé Gorbatchev, «*les rencontres face à face constituent le meilleur moyen de rechercher les points de contact, de rapprocher les positions concernant des affaires concrètes. Dans ce cas, il est nécessaire non seulement de savoir parler mais aussi celui d'écouter. Et pas seulement d'écouter mais de se comprendre, de rechercher en commun des solutions aux problèmes extrêmement complexes de notre temps*». Et comme le disait, le Président abbé Fulbert Youlou, «*il faut toujours négocier avant d'en venir aux mesures de violence*».

J'ai l'impression que les récentes guerres en Ukraine et au Soudan ne nous ont toujours pas édifiés, nous qui avons été élevés aux biberons de la paix, de la non-violence et du non alignement et qui avons cru que grâce à la charte des Nations-Unies prônant la paix, qu'en ce XXI<sup>ème</sup> siècle, des instruments seraient

créés pour garantir la solution pacifique de tous les conflits. N'est-il pas dit: «*Qui sauve une vie, sauve le monde entier. Qui ôte une vie, détruit l'ordre de ce monde*»?

En conclusion, je me permettrais d'inviter les partisans de l'intervention militaire au Niger à faire d'une part, leur, cette noble pensée du Président Félix Houphouët-Boigny: «*Il faut faire l'économie d'une guerre. Car, aucun conflit ne trouve solution sans le passage obligé par le dialogue et la négociation, seuls en mesure de refermer les blessures. En d'autres termes, la guerre n'arrange jamais rien*», et, d'autre part, cette affirmation du Pape Jean-Paul II: «*Il ne faut pas oublier que la guerre et la violence ne constituent pas seulement des forces de dislocation qui affaiblissent ou détruisent les structures familiales; elles exercent aussi une influence néfaste sur les esprits, allant jusqu'à proposer et presque à imposer des types de comportement diamétralement opposés à la paix*».

Car, le refus du dialogue est, en fin de compte, toujours stérile. Intériorisons dans nos cœurs, le message suivant: plus jamais de violence, plus jamais de guerres ni de tueries.

Dieudonné ANTOINE-GANGA

## Lutte contre la corruption: une question d'éducation et d'actions concrètes !

**Au Congo, on a de la corruption l'idée générale qu'il s'agit d'une personne qui donne de l'argent pour obtenir la décision administrative ou le résultat qu'il désire, ou du fonctionnaire qui exige de l'argent à son profit, contre un service. Or, la corruption est un phénomène souvent diffus qui se répand dans une société comme une culture, des habitudes de fonctionnement auxquelles on ne prête même plus attention. A l'exemple de la mafia en Italie. La corruption appauvrit un pays et ruine les efforts de développement. Raison pour laquelle tout gouvernement est appelé à lutter contre ce fléau.**

La corruption est la perversion du processus d'échange, l'altération des normes admises ou établies pour obtenir un résultat contraire à celui qui aurait été obtenu si le processus ou la norme était respecté. Et la corruption n'implique pas toujours deux personnes ni de l'argent. Un directeur d'école qui met le nom de son fils sur la liste des admis alors que son fils est un échoué au regard de ses notes, a bel et bien accompli en faveur de

son fils un acte de corruption. Il est clair que si un autre parent le lui demande, ce directeur d'école échangera alors son service contre de l'argent. C'est de la corruption.

**La moralisation, le premier stade de lutte contre la corruption**

La première parade contre la corruption doit donc être morale. Et le gendarme de la morale, c'est la honte. L'éducation à la morale, qui est l'ensemble des principes

de jugement, des règles de conduite emmagasinées dans la conscience collective et qui gouvernent l'équilibre et l'épanouissement de la société, en aiguillant le citoyen à discerner ce que la société considère comme bien et comme mal, est un devoir fondamental pour un Etat. Car, seul, le citoyen n'est jamais plus que face à sa conscience. S'il est bien éduqué, il agira bien. Par défaut de bonne éducation, il agira mal. D'où l'importance de l'éducation en famille, à l'école et dans la société. Et les élites en général, particulièrement l'élite politique, sont condamnées à donner le bon exemple, à prêcher par l'exemple et non seulement par les discours.

L'on sait fort bien que le recul de la morale dans une société ouvre la porte aux vices ou aux antivaleurs pour reprendre le terme à la mode. Les antivaleurs dont la corruption doivent d'abord être combattues en renforçant le système éducatif, l'enseignement de la morale et l'instruction civique.

**Le deuxième stade est la sanction**

Le deuxième degré de lutte contre la corruption se situe au niveau de l'Etat. La corruption contre laquelle on se mobilise est celle qui implique les avantages financiers et donc l'enrichissement illégitime (des corrompus et des corrupteurs), au détriment de l'Etat et de la société. La grande corruption, comme on l'appelle, inclut le détournement de fonds. Si un Etat ne fait pas l'effort de renforcer l'éducation morale de ses citoyens, à travers un système éducatif qui assure convenablement ses missions et un système judiciaire sain et équitable, qui ne laisse pas prospérer l'impunité, il lui sera difficile de combattre la grande corruption dont les conséquences affectent l'ensemble de la société, produisant un système social très inégalitaire. Et quand les corrupteurs et les corrompus tiennent des positions d'autorité dans une société, les frustrations s'accumulent à la base et peuvent, un jour,

tel un volcan, faire une irruption de violences. D'ailleurs, une société inégalitaire où les frustrations s'accumulent est souvent en proie aux violences de toute nature et donc à l'insécurité. La sanction est donc nécessaire dans la lutte contre la corruption. La sanction doit être de nature pédagogique, c'est-à-dire permettre à l'auteur d'un délit ou d'un crime, de s'amender, en prenant conscience du mal qu'il a fait en décidant de s'amender, c'est-à-dire de changer de comportement ou d'attitude.

Quand le gouvernement lance une politique de lutte contre la corruption qui ne s'arrête qu'au discours sans jamais passer aux actes sinon que par quelques rares exceptions, il crée lui-même les conditions de potentielles révoltes populaires. Car, le peuple n'est pas dupe tout le temps.

Le désordre qui jaillit dans les structures publiques est souvent la manifestation du jeu d'influences dans les sphères du pouvoir. C'est le phénomène du mentorat. Si

les mentors ne font pas respecter eux-mêmes la loi à leurs protégés, c'est la République qui est sacrifiée. Si les questions de corruption ne font pas l'objet de sanctions administratives, pour n'attendre que les procédures judiciaires elles-mêmes soumises à des pesanteurs de toutes sortes, à quoi servirait alors de mettre en œuvre une politique de lutte contre la corruption? C'est le dilemme auquel le Congo est confronté entre les mentors, c'est-à-dire les autorités haut placées ou les personnages jouissant d'influences énormes grâce à leur statut social, et leurs protégés. Les mentors privilégient leurs intérêts à travers leurs protégés (ministres, directeurs généraux...). Leur guerre d'influence se manifeste par les dysfonctionnements dans les structures publiques, car chaque clan veut prendre le contrôle de pans entiers de l'Etat, pour garantir ses intérêts. Alors, les mentors vont-ils lâcher du lest, pour que les lois de la République soient respectées? C'est tout le problème de la lutte contre la corruption. Lutter contre la corruption sans poser d'actes concrets, c'est favoriser les conditions de potentiels dysfonctionnements dans la production des services publics.

Jean-Clotaire DIATOU

Concours de chants «The voice kids» 2023 (France)

# Durel Nkougou Loumouamou, d'origine congolaise, lauréat de la 9<sup>ème</sup> édition

La neuvième saison du concours de chants français pour les enfants, appelé «The voice kids», s'est déroulé du 4 juillet au 29 août 2023, sur la chaîne de télévision Tf1, à Paris, en France. Celui-ci vise à mettre en valeur les talents et les compétences des jeunes français. Durant neuf semaines de compétition, soixante candidats ont mis le public en liesse, avec une riche musique française, devant des membres des jurys. Durel Nkougou Loumouamou (14 ans), d'origine congolaise, a remporté la finale avec une belle interprétation du titre «Voilà» de l'artiste musicienne Barbara Pravi, sorti en 2020 et présenté au Concours Eurovision de la chanson 2021.

C'est un rêve qui se réalise», a déclaré Durel Nkougou Loumouamou, après avoir reçu son trophée en direct sur la chaîne de télévision Tf1. Le parcours du jeune talent franco-congolais aura marqué les quatre membres du jury et les téléspectateurs. C'est grâce à sa prestation sur la chanson «Voilà» de Barbara Pravi qu'il a reçu la majorité des votes du public. L'événement était suivi par plus de 3 millions de téléspectateurs. C'est pour la première fois qu'un Congolais remporte ce prestigieux concours.



Durel Nkougou Loumouamou, lauréat 2023.

La finale de la saison 2023 a mis en compétition quatre candidats qui ont exhibé

tour-à-tour leur talent et leur savoir-faire devant les membres du jury et le pu-

blic présent sur place ainsi que de nombreux téléspectateurs repartis à travers le

monde. La bonne fréquence et la maturité de la voix de Durel sont quelques éléments qui ont, sans doute, donné le résultat satisfaisant ayant conduit ce dernier à remporter cette finale. Pour Slimane Nebchi, le coach du gagnant, «il n'a pas gagné, c'est nous qui avons gagné d'avoir un artiste comme ça en France», a-t-il dit, pour décrire le talent du jeune lauréat.

Durel a marqué d'une empreinte indélébile cette édition. Né le 24 mai 2009, à Vitry, dans le Département d'Ile-et-Vilaine, en région Bretagne, en France, il cumule plusieurs casquettes, notamment celle d'artiste comédien et danseur. Avec le trophée de «The voice kids», une belle carrière musicale se dessine pour ce jeune chanteur franco-congolais. Bon vent à lui!

Roland KOULOUNGOU

Passi Bibéné, auteur de «Droit de la communication en République du Congo»

## «Nous suggérons la création d'un organe de régulation de la publicité»

Chargé de cours au parcours S.t.c (Sciences et techniques de la communication) à la Faculté des lettres, arts et des sciences humaines, Passi Bibéné revient sur l'appel à la création d'un organe de régulation de la publicité au Congo. Dans un entretien portant sur son livre intitulé, «Droit de la communication en République du Congo», paru en 2021 aux Editions Renaissance africaine, à Paris (France), il justifie la création de cet organe. Interview!



La couverture du livre.



Passi Bibéné.

\* **Qu'est-ce qui vous a donné l'envie d'écrire cet ouvrage?**

\*\* Cet ouvrage est la matérialisation du cours sur le «droit de la communication», au parcours S.t.c. Tenant compte des filières existantes dans ce parcours (le journalisme, la documentation et la communication d'entreprise), nous avons pris l'initiative d'élaborer un cours susceptible de répondre aux attentes des étudiants, afin de les préparer à prendre en compte les dispositions juridiques encadrant les métiers du journalisme, de la communication et de la documentation. C'est dans cette ambition que nous avons entrepris de collecter des informations pour les mettre à la disposition des étudiants et du grand public. Il faut dire que l'ouvrage se veut une référence, sinon un support qui essaie de rassembler les dispositions (textes et lois) régulant la communication, précisément les médias, la publicité et les métiers de la documentation, à travers un seul et même document, en vue de combler le vide qui existe en la matière, dans notre pays.

\* **Quel message voulez-vous transmettre à travers cet ouvrage?**

\*\* Dans cet ouvrage, nous vulgarisons les textes en vigueur sur le droit des archives publiques, sur la définition du journaliste, sa rémunération et ses droits, conformément aux dispositions de la loi congolaise et nous suggérons, modestement, la création d'un organe spécifique, qui sera spécialement chargé de la régulation de la publicité dans notre pays.

Vous savez que dans le contexte actuel, la régulation de la publicité est de la responsabilité du C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication). Celui-ci a déjà fait ses preuves en matière de régulation des médias. Mais, lorsqu'on observe attentivement la pratique publicitaire dans notre pays, force est de remarquer que le C.s.l.c, à mon sens, n'a pas encore donné le meilleur de lui-même. En matière de régulation de la publicité, son action n'est pas perceptible, puisqu'il existe, sur le terrain, beaucoup de pratiques liberticides contraires à la loi sur la publicité.

\* **Que pensez-vous de la liberté de la presse au Congo notamment sur le plan économique?**

\*\* Nous avons déjà fait du chemin. Mais, il reste beaucoup à faire. Comme on le dit, «la liberté de la presse est une quête permanente». Cette quête passe par le professionnalisme des acteurs des médias, des modèles économiques viables, la redistribution de la Rav (Redevance audiovisuelle) et l'aide à la presse. On donne l'impression que les fossoyeurs de cette liberté ne sont que les pouvoirs publics et économique, alors que les professionnels des médias aussi sont responsables de l'effectivité ou non de la liberté de la presse.

Propos recueillis par Roland KOULOUNGOU

### Commentaire

## Une production abondante de livres, mais des auteurs peu connus et même anonymes

De par la production, on peut dire que le livre se porte bien au Congo. De plus en plus d'auteurs congolais sont sur le marché du livre, donc en librairie, en raison de leurs publications. Sur place au Congo, à l'étranger et au sein de la diaspora, les Congolais sont de plus en plus sur le marché du livre. Malheureusement, il n'y a pas de statistiques officielles concernant le secteur du livre dans le pays. Il n'empêche, à regarder de près, on remarque que chaque semaine, il y a un auteur congolais qui publie un ouvrage, dans le pays ou à l'étranger.

Seulement, les auteurs vont très rarement à la rencontre du public pour présenter leurs ouvrages et en faire la promotion. Si bien qu'il y a des auteurs congolais, qui sont déjà à plusieurs livres publiés (trois, quatre et plus), mais qui ne sont pas connus du grand public congolais. Tchicaya U'Tamis et Sony Labou Tansi demeurent de loin les grands noms de la littérature congolaise actuelle. Quelques auteurs suivent, comme Alain Mabanckou et Emmanuel Dongala. Nombre d'auteurs d'aujourd'hui ont du mal à se tailler leurs places, malgré les ouvrages qu'ils publient.

Le livre n'est pas un moyen d'expression populaire au Congo et peut-être aussi en Afrique. Il est plutôt un domaine d'affirmation de l'élite intellectuelle. Au point que publier un ouvrage, c'est faire

son entrée dans le gotha restreint des écrivains, des gens intelligents ou évolués. Le livre, c'est le lieu par excellence des connaissances livresques, de la culture livresque, réservée à une élite ou en tout cas à ceux qui en ont la capacité.

En effet, il ne suffit pas seulement de savoir lire et écrire ou être diplômés, pour faire partie des évolués des connaissances livresques. Encore faut-il être capable d'avaloir un ouvrage de 250 pages en une semaine maximum et même en trois jours et en faire un excellent résumé. C'est l'exercice intellectuel de ceux qui accumulent les connaissances livresques et qui passent pour des gens extraordinaires et respectables. Raison pour laquelle d'ailleurs le domaine de la littérature domine le marché du livre dans le pays. Et dans

la littérature, c'est le genre roman, qui occupe de loin la première place, suivi de la poésie, de l'essai et de la dramaturgie.

Forme d'expression littéraire élitiste hier, le livre se banalise de plus en plus. Conurrencé par les nouveaux moyens de communication social comme les réseaux sociaux, le livre a perdu sa prééminence et reste cantonnée dans des milieux spécifiques. Il n'est plus transversal. Jadis rare et précieux, le livre est maintenant à la portée de tous, en termes de production. Il a perdu de sa magie. Si bien qu'aujourd'hui, il y a des auteurs qui publient et qui ne prennent pas la peine de faire la promotion de leurs œuvres devant le public. Mais, il y a ceux qui publient et qui sont sollicités par les lecteurs, contraints de tenir des conférences ici et là. Le public veut les écouter, les rencontrer. Ils sont invités dans les salons du livre.

Il y a des auteurs qui, ne sachant pas qu'au livre est lié tout un ensemble de comportements, de pensées, d'attitudes intellectuelles, de sens de relations avec le public,

restent confinés dans l'anonymat. On parle d'eux à la sortie de leurs ouvrages puis on les oublie. Car, il ne suffit pas de publier un ouvrage pour jouir du statut d'auteur au sein de la société. Encore faut-il apporter un plus au genre humain, dans le progrès de ses idées. Quand René Descartes publie, le 8 juin 1637 (donc au 17<sup>ème</sup> siècle), son discours de la méthode, comme introduction à ses traités scientifiques sur la dioptrique, les météores et la géométrie, il provoque une révolution de la pensée. Son texte finit par s'imposer comme l'une des œuvres fondatrices de la philosophie occidentale.

Aujourd'hui, on publie, d'abord pour se satisfaire soi-même d'avoir publié un ouvrage. Peu importe que celui-ci épouse le ronronnement de tous les jours, qu'on n'a même plus envie d'entendre. Raison pour laquelle les auteurs restent souvent dans l'anonymat, parce qu'ils ne permettent pas à la pensée humaine d'avancer, de faire des progrès. Les Congolais publient de plus en plus, mais contribuent-ils réellement au mouvement des idées?

Jean-Clotaire DIATOU

Mali

# L'ombre du Congo, dans les souvenirs de Salif Keita, premier ballon d'or africain

**Il a marqué le football africain et français, à la fin des années 60 et au début des années 70. Le Malien Salif Kéita, véritable icône du football! Ayant souffert de graves problèmes respiratoires, il a quitté la terre des hommes, le samedi 2 septembre 2023, à l'âge de 76 ans, à Bamako, la capitale du Mali. Dans ses souvenirs en tant que joueur, il regrettait d'avoir manqué la Can (Coupe d'Afrique des Nations) en 1972, à Yaoundé, devant les Congolais.**

En effet, quand le Congo remporte son unique titre de la Can, en battant le Mali par 3 buts à 2, le dimanche 5 mars 1972, lors d'une finale époustouflante, au Stade Omnisport de Yaoundé (Cameroun), Salif Keita n'avait pas marqué. Chez les Congolais, les buteurs étaient Jean-Michel Mbono dit Mbono-le-sorcier (2 buts) et François Mpélé (1 but). Bahamboula Mbemba Tostao ayant été le grand artisan de ces buts en tant que passeur.

Salif Keita regrettera durant toute sa carrière footballistique, de n'avoir pas pu remporter la coupe devant les Congolais. Car, pour cette finale, les pronostics étaient en faveur du Mali qui ouvre d'ailleurs le score à la 42<sup>ème</sup> minute, menant ainsi le jeu à la mi-temps. Au retour des



Le Malien Salif Keita

vestiaires, les Congolais vont changer le destin du match, allant jusqu'à mener 3 buts à 1. Le deuxième but malien n'ayant été marqué qu'à la 75<sup>ème</sup> minute.

Surnommé la «panthère noire» de l'As Saint-Etienne en France, Salif Keita est né

à Bamako le 12 décembre 1946. Il est décédé le 2 septembre 2023, dans un hôpital privé de la capitale malienne. Premier lauréat du Ballon d'or africain en 1970, il a débuté sa carrière au Mali, au Real Bamako, puis au Stade malien, avant d'arriver à Saint-

Etienne en 1967, à l'âge de 23 ans. Avec les «Verts», il a été champion de France à trois reprises consécutives (1968, 1969, 1970) et deux fois, vainqueur de la Coupe de France (1968, 1970), avant de partir à Marseille en 1972. Il a, ensuite, joué à Valence (Espagne), au Sporting Portugal, avant de terminer sa carrière à Boston, aux Etats-Unis.

Salif Keita a aussi goûté au cinéma en tant qu'acteur, en jouant dans le film «Le Ballon d'or», librement inspiré de son histoire. Après sa carrière footballistique, il fut ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'initiative privée, dans le gouvernement malien de transition entre 1991 et 1992. Il avait aussi dirigé la Fémafoot (Fédération malienne de football) dans les années 2000. Son plus grand regret, c'est de n'avoir pas gagné la 8<sup>ème</sup> Coupe d'Afrique des Nations de football Yaoundé 72, devant le Congo. Repos éternel à cette icône du football africain!

Luze Ernest BAKALA

Eliminatoires Can de football Côte d'Ivoire 2023

## Ou ça passe, ou ça casse pour les Diables-Rouges

La sélection nationale des Diables-Rouges est déjà au Maroc où va se jouer, dimanche 10 septembre 2023, la dernière rencontre face à la Gambie, dans le cadre des éliminatoires de la Can (Coupe d'Afrique des Nations) de football Côte d'Ivoire 2023. C'est une rencontre décisive. La victoire est synonyme de qualification à la phase finale de la Can. Si les Congolais veulent fouler le sol ivoirien, en janvier 2024, ils sont condamnés à gagner ce match.



Les Diables-Rouges aux entraînements à quelques jours du match décisif contre la Gambie.

Ainsi, face à leur destin, les Diables-Rouges n'ont pas droit à l'erreur. Le sélectionneur national, le Belge Paul Put, devra avoir les mots justes auprès de ses poulains, pour sortir vainqueur de cette confrontation ultime. Le Congo a besoin d'une victoire coûte-que-coûte, quelle que soit la manière et les problèmes qui accablent le football congolais. Au gouvernement de jouer sa partition, en mettant les joueurs dans les bonnes conditions de jeu.

La 34<sup>ème</sup> édition de la Can se déroulera du 13 janvier au 11 février 2024, dans cinq villes ivoiriennes: Abidjan; Bouaké; Korhogo; San-Pédro et Yamoussoukro, avec la participation de 24 sélections nationales.

Fécoket (Fédération congolaise de basketball)

## Encore un championnat sans enjeu majeur, pour les basketteurs congolais

**Au total, 45 équipes dont 7 en seniors hommes, 5 en seniors dames, 11 en juniors hommes et 12 en cadets, venues principalement de quatre départements (Pointe-Noire, Niari, Bouenza et Brazzaville) prennent part à la 39<sup>ème</sup> édition des championnats nationaux de basketball, qui a démarré lundi 4 septembre 2023, au Gymnase Maxime Matsima de Makélékélé, à Brazzaville. Mais, les qualifiés de ces championnats vont se contenter de récompenses qui leur seront données. Car, ces championnats sont sans enjeux qualificatifs aux compétitions africaines, où le basketball congolais demeure toujours suspendu.**

En effet, la Fécoket, dont le président est le ministre des hydrocarbures, Bruno Jean-Richard Itoua, est toujours suspendue par la Fiba Afrique (Fédération internationale de basketball association), pour n'avoir pas respecté ses engagements d'abriter la Can (Coupe d'Afrique des Nations) de basketball, l'Afrobasket, il y a six ans. Depuis août 2017, le Congo est exclu de toutes les compétitions internationales tant en club qu'en sélection nationale, tant que l'amende qui lui a été infligée, pour avoir désisté à organiser la Can 2017 de basketball, n'est pas payée. Au dernier congrès mondial, la Fiba Afrique a demandé au Congo de faire un acompte, afin de retrouver les com-



"Phase de jeu"

pétitions internationales. Même à ce niveau, le gouvernement congolais n'a pas bougé. Voilà la situation regrettable qui continue

de peser sur le basketball congolais. Au niveau national, les compétitions continuent. Quatre sites ont été retenus à Braz-

zaville, pour les championnats nationaux de cette année: les Gymnases Maxime Matsima de Makélékélé; Michel d'Ornano et Etienne Monga, et le terrain de l'Ecole général Leclerc. Le lancement officiel a eu lieu le mardi 5 août 2023, au Gymnase Maxime Matsima,

et les compétitions se poursuivent jusqu'au dimanche 10 septembre.

L. E. B.

Fécofoot (Fédération congolaise de football)

## Barthélémy Ngatsono, une fois de plus, à la tête des Diables-Rouges A'

Le comité exécutif de la Fécofoot (Fédération congolaise de football) a procédé, le 31 août 2023, lors de sa session ordinaire, à la nomination de Barthélémy Ngatsono, à la tête de la sélection des Diables-Rouges A', équipe sensée représenter le Congo au Chan (Championnat africain des Nations) de football, réservé aux joueurs locaux.



Barthélémy Ngatsono

C'est pour la quatrième fois que Barthélémy Ngatsono est appelé au poste d'entraîneur national où il a qualifié les Diables-Rouges aux éditions du Chan 2014, 2018 et 2021. Il faut dire qu'il a disputé deux phases finales du Chan sur le banc, notamment 2018 et 2021 où les Diables-Rouges ont été éliminés en quart de finale, par l'épreuve fatidique des tirs au but, face à la Libye et au Mali.

C'est grâce à ces résultats que Barthélémy Ngatsono a été hissé à la tête des Diables-Rouges seniors, avant d'être remplacé par Jean Elie Ngoya, pour absence de résultat en 2023. Pour cette nouvelle aventure, il incombe à la Fécofoot de formaliser la situation administrative, en signant un contrat en bonne et due forme avec Ngatsono. Allusion faite aux autres sélectionneurs expatriés. Il s'agit de le mettre dans des conditions idoines, afin qu'il puisse bien accomplir sa mission.

L. E. B.

## Can volleyball Egypte 2023

# Les Diables-Rouges bloqués à la maison, par manque de budget

**La Can (Coupe d'Afrique des Nations) de volleyball messieurs a démarré en Egypte, depuis le vendredi 1<sup>er</sup> septembre 2023. Il se joue pendant deux semaines, jusqu'au jeudi 14 septembre. Vingt pays étaient programmés à cette 24<sup>ème</sup> édition du championnat d'Afrique de volleyball messieurs. Ces pays sont les suivants: Algérie, Cameroun, Congo, RD Congo, Ghana, Guinée, Ethiopie, Kenya, Libye, Mali, Maroc, Nigeria, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Tunisie, Sénégal, Zambie et l'Egypte, pays hôte. Malheureusement, les Diables-Rouges du Congo, malgré leur préparation de quatre mois, n'ont pas pu faire le déplacement du Caire, pour manque de budget. Il n'y a plus donc que 19 pays qui y participent. Et c'est pour la deuxième fois, après les dames qui ont manqué la Can du Cameroun, que le Congo est aux abonnés absents.**

Le président de la Fécovo (Fédération congolaise de volleyball), le colonel Jean-Claude Mopita, est confus. Malgré son engagement et les sacrifices qu'il consent pour faire marcher les choses, il est obligé de constater que le volleyball congolais est absent aux grandes compétitions africaines. La seule cause: le manque d'argent. C'est triste. En effet, les Diables-Rouges volleyball dames n'ont pas pu participer à la 21<sup>ème</sup> édition du championnat d'Afrique féminin de volleyball, qui s'est déroulée du 16 au 24 août 2023, dans un pays voisin, le Cameroun. Pourtant, on pouvait y aller même par la route. Mais, pas d'argent. Nos volleyeuses sont restées à la maison, au grand dam du volleyball congolais. L'espoir était permis pour la sélection nationale masculin,



Les Diables-Rouges volleyball, lors de la préparation.

appelée à fouler le sol égyptien, pour la Can 2023. Les Diables-Rouges volleyball messieurs se sont préparés sérieusement à ce rendez-vous, grâce au maigre moyens mobilisés par la Fécovo qui a fait venir sept professionnels. Ils ont fait quatre mois d'entraînement à Braz-

zaville et attendaient patiemment de se rendre en Egypte. Ils devaient quitter la capitale le 30 août dernier. Et puis le macabre verdict est tombé, brisant leur rêve égyptien: la délégation congolaise ne peut pas se rendre en Egypte, par manque de budget. C'est la désillusion. Comment l'Etat

congolais s'arrange-t-il à ne pas financer son sport, en dehors du football? On se pose la question.

Le climat dans le milieu du volley était à la contrariété. Le président du comité exécutif de la Fécovo, Jean-Claude Mopita, a dû présenter ses excuses aux Diables-Rouges, pour les quatre mois de durs labeurs passés aux entraînements qui n'ont finalement rien donné. Les sept professionnels qui faisaient partie de la sélection dont les frais de transport et de séjour à Brazzaville étaient supportés par le team-manager, vont repartir dans les pays où ils évoluent. Pour Déo Gracias, professionnel en France, «le gouvernement devrait, à la longue, prendre ses responsabilités, de faire voyager ses équipes, afin de rallumer la flamme du volleyball au Congo», a-t-il indiqué.

Il sied de rappeler que c'est pour la quatrième fois que les Diables-Rouges devaient participer à la phase finale de la Can, après celle de 1976 à Tunis, 2011, à Tanger (Maroc) et de 2019 encore à Tunis où ils avaient terminé en sixième position sur 22 pays participants.

Luze Ernest BAKALA

## Ligue européenne des champions de football

## L'exode des grandes stars vers le championnat saoudien, une menace !

Le tirage au sort de la phase de groupes de la Ligue des champions de football de l'U.e.f.a (Union européenne de football association) s'est déroulé, jeudi 31 août 2023, à Monaco, en France. Mais, cette nouvelle édition pourrait être impactée par l'absence de nombre de ses grandes stars habituelles, qui ont préféré aller monnayer leurs talents en Arabie Saoudite, pays plus offrant. Un exode motivé par le colossal gain proposé par la «saudi pro League» (Championnat saoudien) qui ne cesse d'attirer les grandes stars du football mondial.



Cristiano Ronaldo fait maintenant la joie des Saoudiens.



Karim Benzema.

L'édition 2023-2024 de la ligue des champions de l'U.e.f.a se déroulera sans certaines de ses grandes stars de ces dernières années. Il s'agit notamment du quintuple ballon d'or, Cristiano Ronaldo, et de Karim Benzema, Sadio Mané, Edouard Mendy, Laidou Coulibaly, Riyad Mahrez, Franck Kessié, Neymar Jr et Roberto Firmino. A ceux-là s'ajoute Lionel Messi qui a préféré les Etats-Unis d'Amérique, pour finir en beauté sa carrière. Il faut dire que la majorité de ces joueurs sont quasiment en fin de carrière. Ils ont rejoint la «saudi pro League» (Championnat saoudien), afin de mieux préparer leur retraite.

A en croire de nombreux analystes sportifs et férus de football, l'ombre de ces grandes stars qui, par leur savoir-faire, ont fait vibrer les stades européens et contribué à la renommée de la ligue des champions, planera négativement sur le football en Europe, continent où il est né. Aussi, cette absence sera nul doute un manque à gagner pour nombre de sponsors et annonceurs qui seront contraints de prendre la direction de l'Arabie Saoudite, à la quête du gain engendré par ces stars du football.

De tout ce qui précède, la nouvelle édition de la ligue des champions qui déroulera sans certaines de ses stars habituelles, sera l'occasion pour les nouveaux joueurs et jeunes talents de mouiller le maillot, afin de se faire une place au soleil.

Hervé EKRONO

## Assemblée générale de la Ligue départementale de handball de Brazzaville

## Avicenne Nzikou réélu à l'unanimité comme président de la ligue

**Les dirigeants des clubs de handball de Brazzaville étaient en assemblée générale électorale, samedi 2 septembre 2023, au Gymnase Nicole Oba, à Talangai, sous le patronage de Parfait Malonga, directeur départemental des sports et de l'éducation physique. Mais, on a relevé l'absence de la délégation de la Fécohand (Fédération congolaise de handball), membre du conseil départemental de handball. Il n'empêche, à l'issue de cette assemblée, Avicenne Nzikou a été réélu à l'unanimité comme président de la Ligue départementale de handball de Brazzaville. Ce qui lui donne la légitimité de continuer à travailler pour le développement du handball dans la capitale.**



Le président réélu, Avicenne Nzikou.

Porté à la tête de la Ligue départementale de handball de Brazzaville, lors de l'assemblée générale électorale du 11 juillet 2021, Avicenne Nzikou a obtenu un nouveau mandat de deux ans, après quelques péripéties qui ont failli retarder la tenue de la nouvelle assemblée générale électorale. Ainsi, après deux ans de travail assidu, il a obtenu de nouveau la confiance des présidents des clubs, de façon unanime. Bien avant cette assemblée, le conseil communal de la

ligue s'est tenu, pour adopter les dossiers relatifs à la saison sportive écoulée. L'ensemble des conseillers ont bien apprécié le travail abattu par le bureau exécutif de la ligue. Au sortir de l'assemblée générale, le président du Club As Neto, Joseph Chrétien Kali Ossengué, s'est dit satisfait du bon déroulement des travaux. Il a félicité Avicenne Nzikou pour sa réélection: «Au sport, on ne change pas l'équipe qui gagne. Le bureau exécutif, dirigé par Avicenne Nzikou, nous a montré de

quoi il est capable, en organisant plusieurs compétitions et en les dirigeant avec minutie. Il nous a replongés dans les années 90 où le handball était au zénith à Brazzaville. Il faut dire que Brazzaville est la Ligue phare qui donne le temps et la cadence dans le monde du handball congolais», a-t-il indiqué.

Pour sa part, dans son mot de circonstance, le président réélu, Avicenne Nzikou, a félicité l'engagement, le dé-

vouement et l'esprit d'équipe de son bureau exécutif. Il a remercié les responsables des clubs qui ont rendu possible les bonnes réalisations de son précédent mandat. Pour l'avenir, il a appelé à l'esprit de corps. «Je formule, pour ce mandat débutant, les mêmes vœux que soyez toujours à côté de nous, pour qu'ensemble, nous réalisions les projets que nous avons tous, pour le bien commun que nous avons, le handball»,

a-t-il indiqué.

A cette même occasion, il a demandé l'implication massive de tous, pour soutenir les représentants congolais à la 44<sup>ème</sup> édition de la Coupe d'Afrique des clubs champions, à savoir Petro sport Orange et B.m.c chez les messieurs, et la D.g.s.p et Grain de sel, chez les dames. De son côté, le directeur départemental des sports et de l'éducation physique, Parfait Malonga, a félicité le président réélu en ces termes: «Vous devrez être un rassembleur,

je veux que vous soyez un président qui doit aller sur place regarder comment ces équipes-là travaillent, chercher à connaître les difficultés qu'elles ont, afin de relever le niveau de handball congolais. Regardez les entraîneurs, quels types de formation qu'il faut pour qu'ils atteignent un niveau élevé. Si vous avez les moyens, mettez du matériel dans tous les coins où les enfants auront la possibilité de pratiquer ce sport».

L. E. BAKALA